le 18 mars 2004

Monsieur Jacques Chirac Président de la République

Monsieur le Président,

Dans votre réponse à notre lettre du 9 Mars, vous avez bien voulu nous redire votre discours au sommet européen de Lisbonne et nous rappeler les récentes déclarations du Premier ministre, que nous connaissions déjà. A l'évidence, notre question sur l'emploi scientifique n'était pas assez claire puisque vous n'y avez pas répondu. Nous allons donc la formuler plus directement.

Ils sont dix mille jeunes docteurs brillants, dont notre recherche et nos universités ont tant besoin. Dix mille qui ont été sélectionnés parmi les meilleurs étudiants de nos universités et Grandes Ecoles. Dix mille qui sont dans la désespérance parce que, du fait de la récession organisée dans la recherche et l'enseignement supérieur, ils sont voués à la reconversion, au chômage ou à l'expatriation.

Aujourd'hui, dans cinquante villes du monde des cinq continents, les "expatriés" manifestent ce 19 mars en convergence avec des milliers de scientifiques en France.

Vouloir atteindre 3 % du PIB en 2010 comme vous l'avez réaffirmé dans votre réponse, aurait supposé la création de plusieurs milliers d'emplois de titulaires dans la recherche publique et les universités en 2004. En vous demandant de rétablir les 550 emplois de chercheurs et ITA supprimés, et de faire un geste significatif pour les universités, nous sommes loin d'être des "maximalistes".

"Il est grand temps de mettre fin au sort lamentable fait à nos jeunes docteurs". Cette phrase n'est pas de nous, mais de vous même en 2002, et dans un contexte qui s'est fortement dégradé depuis lors.

En vous reposant l'exigence d'un collectif budgétaire maintenant, nous vous demandons simplement une réponse urgente à une question que vous avez vous-même posée il y a deux ans.

Le Collectif "Sauvons la Recherche"